



Agenda

Lundi 1^{er} avril

-11h30 : réunion de la section Économie politique, statistique et finances.

-12h30 : déjeuner des Académiciens (salon Édouard Bonnefous).

-15h : **Hélène REY**, correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques, « *Système monétaire international : États-Unis, France et zone euro* ».

Lundi 8 avril

-15h : **Benoît d'ABOVILLE**, ancien ambassadeur, « *La conduite des opérations militaires extérieures : une spécificité française en Europe ?* ».

-17h : comité secret.

Lundi 15 avril

-15h : **Wolfgang SCHÄUBLE**, président du Bundestag allemand, membre associé étranger de l'Académie des sciences morales et politiques, « *Deux parlements pour un objectif : la coopération entre l'Assemblée nationale et le Bundestag allemand* ».

Lundi 22 avril et 29 avril : pas de séance (vacances de Pâques).



Séance du lundi 25 mars

Après approbation du procès-verbal de la séance du lundi 18 mars, le président **Georges-Henri Soutou** a fait procéder à l'élection d'un correspondant à la place 4 de la section Histoire et Géographie. **Pierre Gény**, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences d'outre-mer, a été élu. Géologue de formation, Pierre Gény a accompli l'essentiel de sa carrière dans le domaine de la coopération, principalement en Afrique. Ancien chargé de mission au ministère de la Coopération et conseiller technique auprès du ministre de la Culture et de la Francophonie, il a en outre été conseiller de Paris et adjoint au maire du XIII^e arrondissement. Il succède au géographe **Paul Guichonnet**, décédé le 13 septembre dernier à 98 ans.

Plusieurs ouvrages ont été déposés : la bande dessinée (en chinois) de Sai Lei, *Comment se sont forgés ces États ? Comprendre l'histoire du monde en trois minutes* (Pékin, Éditions du dévouement au bien public, 2018), présentée par **Marianne Bastid-Bruguière**, qui a communiqué à ses confrères une traduction du chapitre concernant la France ; *La Laïcité. Histoire d'une singularité française* de Philippe Raynaud (Paris, Gallimard, « L'esprit de la Cité », 2019, 256 p.) et *L'État, l'argent et des cultes de 1958 à 1987. Contribution à l'histoire de la laïcité française* de Jean-Pierre Moisset (Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, 362 p.), présentés par **Philippe Levillain** ; enfin, *L'affolement du monde. 10 enjeux géopolitiques* de Thomas Gomart (Paris, Tallandier, 2019, 320 p.), présenté par le président **Georges-Henri Soutou**.

Le président a alors cédé la parole à **Robert Kopp**, professeur de littérature française à l'université de Bâle et correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques (dans la section Morale et Sociologie). Dans le cadre du programme annuel sur « L'action extérieure de la France », l'orateur du jour a proposé une communication sur « Le modèle français en échec : la République helvétique (1798-1803) ». Par-delà le rappel de ce bref épisode historique, son dessein était de montrer comment celui-ci avait contribué à façonner le rapport de la Confédération helvétique avec son voisin français et plus généralement avec le reste de l'Europe, jusqu'à nos jours.

L'expérience d'une République unitaire, calquée sur les institutions du Directoire français, a longtemps été appréhendée dans la mémoire historique suisse avec un certain malaise. Bien que revendiquée au XIX^e siècle par les radicaux comme la matrice du futur État fédéral, elle a été généralement associée à l'imposition d'un modèle exogène, synonyme de perte d'indépendance. Pour R. Kopp, c'est précisément en cela qu'elle représente « un moment de catalyse, qui a précipité certains traits du fédéralisme helvétique » : « confrontée avec son contraire », la Suisse a pris « conscience, au prix d'une guerre civile, de ce qu'elle était, de ce qu'elle pouvait être et de ce qu'elle ne voulait pas être ». Ce discernement s'est en particulier appliqué aux trois principes fondamentaux qui, depuis le Moyen-Âge, définissent l'identité politique de la Suisse et que heurtait de front la République helvétique : sa neutralité, son refus du centralisme et ses libertés locales.

Reprenant successivement ces caractéristiques et les replaçant dans leur temps long, R. Kopp a mis en évidence la manière dont la République helvétique avait constitué chacune d'elles en une question politique, ce qu'elles n'étaient pas auparavant. Ainsi de la diversité linguistique, ressortie victorieuse de toutes les tentatives d'unification. Mais en permettant à des territoires, notamment francophones, d'accéder au statut de canton, la République helvétique a aussi contribué à renforcer, dans la durée, cet état de fait. Le bilan est donc foncièrement ambivalent, qui fait coexister une incontestable modernisation (simplification des structures, égalité des droits entre les cantons comme entre les citoyens) et des blocages persistants : dans la relation compliquée de la Suisse avec l'Union européenne, le souvenir de ces cinq années explique à coup sûr bien des réticences.

À l'issue de sa communication, **Robert Kopp** a répondu aux questions et observations que lui ont adressées **Yves Gaudemet**, **Jean Tulard**, **Jean Baechler**, **Jean-Claude Casanova**, **Jacques de Larosière**, **Jean-Robert Pitte** et **Georges-Henri Soutou**.

- **Jean-Claude Trichet** est intervenu sur Bloomberg Televisions depuis la « JPMorgan 2019 Global Markets Conference » le 14 mars à Paris (<https://www.bloomberg.com/news/videos/2019-03-14/trichet-says-door-remains-open-for-u-k-to-stay-in-eu-video> et <https://www.bloomberg.com/news/videos/2019-03-14/trichet-says-ecb-is-optimizing-monetary-policy-as-well-as-possible-video>), et CNBC le 15 mars (<https://www.cnbc.com/video/2019/03/15/santelli-exchange-trichet-on-brexit.html>). Les sujets abordés étaient la situation économique internationale et le Brexit. Le 14 mars, en qualité de président du grand jury du Prix Turgot, il a remis le Prix de la 32^e édition à Guillaume Pitron pour son ouvrage *La guerre des métaux rares* et le Grand Prix d'honneur à Michel Camdessus pour l'ensemble de son action.
- Morgan Railane a interrogé **Jacques de Larosière** pour *Éco Savoie Mont-Blanc* (« Diminuer la dépense publique sans sabrer dans le social », 15 mars) à l'occasion de la sortie de son dernier ouvrage *Les 10 préjugés qui nous mènent au désastre économique et financier*. J. de Larosière a développé son idée de se réapproprier les intuitions originelles de Keynes. Ce dernier, rappelle-t-il, n'a jamais entendu les politiques de soutien à la croissance autrement que comme des dispositifs temporaires et prescrivait un endettement public modéré. Mais par-delà les mesures techniques, il insiste sur la nature politique des défis auxquels sont confrontés nos sociétés. Se référant à Alcide De Gasperi, il montre qu'il en va de la conception même de la démocratie : « Si les choix politiques disparaissent, il n'y a plus de démocratie. Les générations passeront leur temps à être écrasées par notre dette ou à la renégocier. » Il invite également, à la lumière de la crise des « gilets jaunes », à reposer la question de la pression fiscale, afin que « l'inégalitarisme inhérent à la condition humaine ne soit pas tel qu'il amène un nombre important de personnes dans la pauvreté ». J. de Larosière était également à l'Université catholique de Lille le 12 mars afin de partager avec les étudiants des diverses facultés son expérience professionnelle ainsi que les propositions défendues dans ses ouvrages. À Turin enfin, les 14 et 15 mars, il est intervenu au colloque de l'Istituto Bruno Leoni sur « L'avenir de l'Europe » avec une communication sur le thème « The Re-Launching of European Integration in the 80's : Ideas and Policies » (en ligne sur la page d'académicien de Jacques de Larosière).
- « La principale rupture du système international fut 1989 et non 2001 » : **Thierry de Montbrial** a répondu aux questions d'Isabelle Lasserre (*Le Figaro*, 18 mars) pour les 40 ans de l'Institut français des relations internationales. Comparant le monde d'aujourd'hui avec celui de 1979, il voit dans l'effondrement du bloc de l'Est et de l'URSS la rupture géopolitique majeure de ces quatre dernières décennies. La révolution technologique, qui a mis au jour les faiblesses structurelles du système soviétique (incapable de rivaliser avec les États-Unis dans la « guerre des étoiles »), s'est depuis accélérée, tandis que la disparition de l'URSS a fait ressurgir de nombreuses questions irrésolues depuis 1918. Dans un environnement instable, peu à peu dominé par la compétition grandissante entre les États-Unis et la Chine, Th. de Montbrial défend la place des institutions nées de la Seconde Guerre mondiale, qui bien qu'insuffisantes jouent un rôle stabilisateur. Il appelle aussi à prendre au sérieux les questions nationale et identitaire en les sortant d'un prisme idéologique inadapté. Les démocraties doivent faire la preuve de leur efficacité, sans quoi leur légitimité sera remise en cause.
- **Haïm Korsia** a participé au documentaire de Jean-Louis Debré, « Mon Chirac », diffusé le 18 mars sur LCP. Il a livré quelques-uns de ses souvenirs de conversation avec l'ancien chef de l'État, sur des sujets aussi éclectiques que le sumo ou les arts premiers.
- **Olivier Houdé** était invité par le Professeur René Frydman dans « Matières à penser » sur France Culture le 19 mars, pour la première émission d'une série de quatre sur les neurosciences. Sous le titre « Le cerveau en formation continue », cet entretien est entre autres revenu sur le parcours intellectuel d'O. Houdé, depuis la lecture des travaux de Jean Piaget à l'apport des imageries par résonnance magnétique et aux conclusions qu'il en a tirées sur le fonctionnement du cerveau. Il s'agit désormais, en identifiant l'origine de nos heuristiques inconscientes, de dégager une « pédagogie de l'inhibition » qui apprenne à « bloquer » les automatismes afin de développer nos algorithmes logiques. Il existe pour cela des ressources, a conclu O. Houdé, comme le site « L'École aujourd'hui » (<https://lea.fr>), à destination des enseignants du primaire et de maternelle, dont il a présenté le contenu (<https://www.franceculture.fr/emissions/matieres-a-penser/apprentissages-et-troubles-du-cerveau-25-psychiatrie-rien-ne-va-plus>).
- La tribune de **Jean Tirole** et Patrick Rey « Maintenir l'intégrité de la politique de la concurrence européenne » (voir n° 711) a été publiée dans *Le Monde* du 21 mars sous le titre « Il ne faut pas saper l'indépendance de l'autorité européenne de la concurrence ».
- Alors que le rétablissement de l'ISF est une revendication portée par certains « gilets jaunes », Marc Vignaud revient dans *Le Point* (21 mars) sur les avatars de l'impôt sur la fortune, depuis la création de l'IGF par François Mitterrand en 1981. Une histoire à laquelle a été mêlé, à deux reprises, **Yvon Gattaz**, dans l'objectif de limiter les effets de cette fiscalité sur la transmission des entreprises et de favoriser leur maintien dans le giron national. À la tête du CNPF, il ainsi obtenu qu'à compter de 1984 soient exonérés de l'impôt les biens professionnels. Plus tard, après le retour des socialistes au pouvoir en 1997, il est parvenu en qualité de président de l'Asmep (Association des moyennes entreprises patrimoniales) à ce que la valeur des actions échues par succession soit réduite de moitié dans le calcul de l'ISF en contrepartie de leur détention pendant au moins six années, disposition étendue en 2003 par les « pactes Dutreil ».
- **Alain Duhamel** a apporté son témoignage au dossier du *Figaro Magazine* du 22 mars sur la mémoire qui est, reconnaît-il, un « de [ses] deux ou trois principaux outils de travail ». « J'ai essayé durant toute ma vie professionnelle de parler sans notes afin d'être le plus proche possible de ceux à qui je m'adressais. J'ai toujours voulu que ce soit vivant », ce qui nécessite « une vraie discipline » et « un entraînement ». Mais s'il confesse ne pas avoir toujours la mémoire des dates, Alain Duhamel est également très sensible à l'atmosphère d'un entretien. C'est ainsi que, pour son récent *Journal d'un observateur*, il a pu reconstituer des argumentations à partir de notes très succinctes.

À savoir

Plusieurs membres de l'Académie figuraient parmi les 64 intellectuels invités à s'exprimer devant le président de la République le 18 mars dernier à l'Élysée, dans le cadre du grand débat national : le chancelier **Xavier Darcos**, **Jean-Claude Casanova**, **Mireille Delmas-Marty** et **Rémi Brague**.